

Les Burundais prêts à tourner la page de gouvernance de Nkurunziza

@rib News, 21/05/2020 Source AFP Les Burundais prêts à tourner la page Nkurunziza malgré le coronavirus et le marasme économique. Quelque 5 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes mercredi au Burundi pour choisir un nouveau président, les députés et conseillers communaux qui devront élire les futurs sénateurs. La présidentielle offre la possibilité de tourner la page sur 15 ans de gouvernance contestée de Pierre Nkurunziza (photo).

Les deux poids lourds de la présidentielle sont le général Ndayishimiye, 52 ans, dauphin du président sortant Pierre Nkurunziza, candidat du CNDD-FDD au pouvoir ; et le chef de l'opposition, président du Conseil national pour la liberté (CNL), Agathon Rwasa, 56 ans, ancien chef rebelle. L'opposition accuse le CNL, parti d'Agathon Rwasa, de des pressions sur ses assesseurs et des fraudes dans certaines provinces. Le député et représentant du CNL Rumonge, Obed Ntakiyiruta, a dénoncé "un véritable hold-up électoral". Depuis le matin, au moins 40% des observateurs du CNL ont été chassés des bureaux de vote, a-t-il affirmé. "A certains endroits, on a assisté à des bourrages d'urnes. Ailleurs les gens n'ont pas le droit de s'isoler pour voter et subissent des pressions pour voter pour le parti au pouvoir", a poursuivi M. Ntakiyiruta, selon l'Agence France Presse. Pierre Nkurunziza, porte-parole du ministre de la Santé, a reconnu qu'un certain nombre de membres du CNL ont été arrêtés. On leur reproche d'être responsables de quelques incidents mineurs, dont des tentatives de fraudes. Les autorités burundaises ont refusé toute mission d'observation et ont bloqué l'accès aux réseaux sociaux, selon plusieurs sources. La Commission électorale estime qu'il y a eu "une forte participation", sans fournir de chiffres pour l'instant. Les résultats sont attendus en début de semaine prochaine. Le nouveau chef de l'État aura beaucoup de défis à relever. Il devra, entre autres, concilier le pays, gérer l'épidémie de maladie Covid-19, mais aussi faire face à une crise économique. Selon la Banque mondiale, la majeure partie de la population burundaise vit dans la pauvreté. Le futur président sera investi en août. Il prendra la place de Pierre Nkurunziza qui n'a pas voulu se représenter après 15 ans au pouvoir. Sa candidature à un troisième mandat controversé en 2015 avait plongé son pays dans une grave crise politique, qui avait fait au moins 1.200 morts et poussé à l'exode 400.000 Burundais, selon l'AFP. Comme si coronavirus n'existait pas. Malgré la pandémie de coronavirus en cours, les autorités burundaises n'ont ordonné aucune mesure de distanciation sociale ni le port du masque aux électeurs. Ces derniers étaient toutefois invités à se laver les mains. Le Burundi n'a pas imposé le confinement à ses citoyens, à l'instar de plusieurs pays africains. De l'avis des autorités, le pays est protégé par la "grâce divine". Le pays compte officiellement 42 cas de nouveau coronavirus, pour un seul décès. Les médecins sur place accusent les autorités de minimiser la gravité de la situation. Le gouvernement a même fait expulser l'équipe de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) chargée de l'aider dans la gestion de l'épidémie.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});